

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cellule carrières – mines et après-mines
Cité administratif - 19 Rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/11/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERES PLO

2228 Route de Castres
81490 Saint-Salvy-De-La-Balme

Références : 81-CARMIN-2025-31
Code AIOT : 0006803461

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/11/2025 dans l'établissement SAS CARRIERES PLO implanté Bois d'en Baysse et Camp Bernard 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une "visite initiale" qui fait suite au renouvellement de l'autorisation d'exploiter en date du 21 février 2025.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERES PLO
- Bois d'en Baysse et Camp Bernard 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme

- Code AIOT : 0006803461
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de granite à ciel ouvert, située lieu dit Bois d'en Baysse sur la commune de Saint Salvy de la Balme (81) est autorisée par arrêté préfectoral en date du 21/02/2025, pour 30 ans avec une production moyenne annuelle de 30 000 t et maximale de 45 000 t.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 2.1.5.3	Sans objet
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 2.1.6.2	Sans objet
3	Rejets des effluents aqueux	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 4.3.5	Sans objet
4	Niveaux acoustiques	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 6.2.2	Sans objet
5	Dispositif de prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 7.3.1	Sans objet
6	Intégration dans le paysage	Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 8.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière est en début de phase 1, les travaux préliminaires d'aménagement sont initiés.

L'extraction n'est pas engagée, elle est prévue courant année 2026.

Les signalétiques de sécurité sont présentes aux abords du site et sur les clôtures, ainsi que l'interdiction d'accès sur les deux portails qui donnent accès à l'exploitation ,1 situé au Nord du site et 1 situé au Sud Est (accès principal).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 2.1.5.3
Thème(s) : Risques chroniques, Modalités d'extraction
Prescription contrôlée : I - Phasage L'extraction est réalisée en 6 phases d'une durée de 5 ans chacune, selon le plan de phasage Annexé 3 au présent arrêté. Toute modification de ce phasage doit faire l'objet d'un dossier de porter à connaissance préalable auprès de la Préfecture. II - Cote minimale d'extraction - dimensions des gradins, pentes, et pistes <ul style="list-style-type: none"> Côte minimale du fond d'exploitation : 548 m NGF ;

- Hauteur maximale des front : 15 m ;
- Largeur minimale de gradin/banquette en cours d'exploitation : 8 à 10 m ;
- Largeur minimale de gradin dont l'exploitation est terminée : 5 m ;
- Pente maximale des pistes d'accès aux gradins/banquettes : 15 %;
- Largeur minimale des pistes d'accès dans la fosse : 7mètres ;
- Largeur des pistes en périphérie de la fosse : 6 mètres .

Constats :

La carrière a fait l'objet d'un renouvellement d'autorisation pour 30 ans en février 2025. Elle est actuellement en phase 1 d'exploitation.

Les travaux préliminaires d'aménagement sont en cours, l'extraction n'a pas débuté (prévision courant 2026).

La cote minimale d'extraction atteinte par les travaux d'exploitation antérieur au renouvellement de 2025 est de 600 m NGF, et la hauteur des fronts est inférieure à 15 m.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 2.1.6.2

Thème(s) : Situation administrative, Plan d'exploitation

Prescription contrôlée :

I - L'exploitant établit un plan d'échelle adapté à la superficie de la carrière. Sur ce plan, sont reportés :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- l'emplacement des bornes déterminant le périmètre d'autorisation, le[s] borne[s] de nivellement, le piquetage déterminant les zones à préserver,
- la position des ouvrages à préserver tels qu'ils figurent à l'article 2.1.4 ci-dessus, les zones à préserver associées et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les abords des fouilles et les dates des relevés correspondants successifs,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état avec une symbolisation spécifique pour chaque type de terrain réaménagé et les pentes des talutages définitifs exécutés,
- les pistes et voies de circulation,
- les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte...
- les installations fixes de toute nature : traitement des matériaux, ateliers, dépôts de liquides inflammables, bascules, locaux...

II - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. À la fin de chaque période quinquennale, ce plan est adressé à l'inspection des installations classées.

Constats :

Le plan topographique (janvier 2025) est conforme à la prescription, et les aménagements induits par le renouvellement de l'autorisation y sont représentés (aire étanche, ouvrages de collectes

des eaux de ruissellement...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Rejets des effluents aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets d'eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet du bassin de décantation situé en bordure Nord du site, recevant les eaux de ruissellement diffuses en provenance du site, ainsi que les eaux de la zone dite de « dépression » située au pied d'anciennes verses, est guidé jusqu'au fossé marqué en bordure de la Route du Bois d'En Baysse, et rejette par surverse dans un petit chenal qui rejoint le ruisseau « Lézertou ».</p> <p>L'exploitant réalise un suivi analytique des rejets du bassin de décantation.</p> <p>Les mesures qualitatives sur les eaux pluviales rejetées seront réalisées dès la première année d'exploitation puis tous les 3 ans (si pas d'incidence notable observée).</p> <p><i>Les seuils réglementaires à respecter pour les eaux de rejet sont les suivants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5 ; - température inférieure à 30 °C ; - matières en suspension totales (MEST) de concentration inférieure à 100 mg/l ; - demande chimique en oxygène sur effluents non décantés (DCO) inférieure à 300 mg/l ; - concentration en hydrocarbures inférieure à 10 mg/l.
<p>Constats :</p> <p>La carrière a récemment fait l'objet d'un renouvellement d'autorisation, elle est actuellement dans une phase initiale de réaménagement, sans extraction (prévision au cours du 1er semestre 2026).</p> <p>Un suivi analytique des rejets du bassin de décantation a été réalisé le 17/12/2025 les résultats montrent des valeurs en deçà des seuils réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH 6,8 ; - température 21,9 °C ; - matières en suspension totales (MEST) 2 mg/l ; - demande chimique en oxygène sur effluents non décantés (DCO) 14 mg/l ; - concentration en hydrocarbures 0,1 mg/l.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Niveaux acoustiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 6.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en</p>

<p>fonctionnement, 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.</p>
<p>Constats :</p> <p>La carrière a récemment fait l'objet d'un renouvellement d'autorisation, elle est actuellement dans une phase initiale de réaménagement, sans extraction (prévision au cours du 1er semestre 2026).</p> <p>Le contrôle du niveau de bruit est à réaliser (travaux de terrassement en cours).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>A réception du présent rapport, l'exploitant transmettra le contrôle du niveau de bruit.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Dispositif de prévention des pollutions accidentelles

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions et confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] II. Engins</p> <p>Le stationnement des chargeurs en heure non ouvrable, est réalisé sur une aire étanche traitée en béton.</p> <p>L'exploitant est tenu d'effectuer l'entretien courant (vidange) et le ravitaillement en carburant des engins uniquement sur cette aire.</p> <p>III. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; • 50 % de la capacité totale des réservoirs associés ; • Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.
<p>Constats :</p> <p>La carrière a récemment fait l'objet d'un renouvellement d'autorisation (février 2025).</p> <p>Elle se trouve actuellement dans une phase initiale de réaménagement, sans activité d'extraction à ce stade, celle-ci étant prévue courant 2026.</p> <p>À ce jour, aucun engin n'est stationné sur le site.</p>

L'aire étanche, d'une superficie de 200 m² située à proximité de l'accès à l'est du site, est achevée. Elle est raccordée à un déshuileur équipé d'un système d'alarme.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Intégration dans le paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/02/2025, article 8.3

Thème(s) : Autre, Aspect paysager

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage par :

- La préservation assez large du cordon boisé périphérique ;
- la limitation du cordon arboré en partie Sud, l'angle Sud-Est permettant l'accès au site et à l'aire de chargement des blocs;
- la création de merlons paysagers (de 3 à 4 m de hauteur) encadrant les implantations de stockage et de chargement en secteur Sud-Est. Ces derniers permettent de renforcer les écrans arborés déjà existants en bordure immédiate de la limite Est (au contact de boisements) et surtout du Chemin du Triadou côté Sud. Ces merlons seront maintenus en place à l'issue de l'exploitation du site [...].

Constats :

La carrière est relativement isolée des plus proches riverains. Une bande de retrait de 20 m boisée occupée pour partie par un merlon en bordure Sud assure un écran naturel arboré efficace.

Il existe quelques impacts visuels, néanmoins très limités, étant donné la situation de la carrière en déblais, et par le développement de l'extraction en fosse.

La création des merlons encadrant les implantations de stockage et de chargement en secteur Sud-Est sont en cours de réalisation, et les merlons réalisés antérieurement au renouvellement de 2025 sont toujours en place.

Type de suites proposées : Sans suite